

**M. MacInnis:** Je n'ai nullement l'intention d'entamer une discussion, monsieur l'Orateur, et je ne vois pas comment une question posée au ministre, au sujet de ce qu'il a dit hier, pourrait soulever un débat. Je lui ai demandé de dire ce qu'il entendait par...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. La décision a été rendue.

**M. MacInnis:** J'aimerais demander au premier ministre s'il défendra le point de vue syndical dans l'affaire de la réduction de travail à l'aciérie de Sydney, par opposition au ministre qui s'est rangé du côté patronal?

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### LES MESURES DESTINÉES À RÉDUIRE LE CHÔMAGE DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert C. Coates (Cumberland):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le ministre entend-il présenter des mesures fiscales destinées précisément à compenser les effets de sa politique d'argent cher dans la région atlantique, où l'indice du chômage à l'heure actuelle est de 10.9 p. 100?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

### LES COALITIONS

#### L'ENQUÊTE SUR LES PRÉSUMÉES PRATIQUES FRAUDULEUSES DE COMPAGNIES DE PÉTROLE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New-Westminster):** Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre de la Justice mais après réflexion, je la poserai au président du Conseil privé, en ce qui touche les responsabilités qu'il lui reste dans le domaine juridique. Eu égard à l'annonce faite aujourd'hui en Colombie-Britannique, selon laquelle une commission royale d'enquête aurait recommandé la séparation complète de la vente de l'essence au niveau des intermédiaires et des détaillants, et la fin des ventes par consignation, le ministre pourrait-il nous dire quand le gouvernement fédéral annoncera sa décision au sujet des recommandations formulées il y a longtemps déjà par la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce à ce sujet?

**L'hon. Guy Favreau (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, le député avait donné au ministre de la Justice un préavis de cette question et cela m'a été transmis. J'en remercie le député. Les députés savent, puisque je l'ai déjà dit à la Chambre, que la mise en œuvre éventuelle du rapport, soumis aux termes de la loi sur la Commission

[M. l'Orateur.]

du tarif, fait l'objet d'une étude très minutieuse. Un des problèmes les plus difficiles dans ce domaine, c'est de déterminer comment les recommandations du rapport, si elles sont acceptées par le gouvernement, peuvent être traduites en mesures législatives susceptibles d'aider les détaillants d'essence.

Nous devons aussi déterminer s'il ne serait pas préférable d'entreprendre un examen de plus grande portée de la législation contre les coalitions, dont le rapport soumis aux termes de la loi de la Commission du tarif serait une partie. Ce sont ces considérations qui nous ont incités à nous montrer circonspects plutôt qu'empresés à étudier la question et, naturellement, nous avons jugé préférable d'attendre l'issue de l'affaire tranchée récemment par la Cour suprême du Canada, où l'aspect constitutionnel d'une partie de la loi était en jeu.

Je tiens à assurer les députés, toutefois, que nous examinons sérieusement toute la question et j'espère pouvoir faire connaître la position du gouvernement avant trop longtemps.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### L'AIDE ALIMENTAIRE À L'INDE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Reid Scott (Danforth):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dernièrement, on lui a demandé des renseignements quant à l'aide alimentaire à fournir à l'Inde en particulier et le programme d'aide alimentaire du gouvernement, en général. Dans sa brève et concise réponse, le ministre a dit qu'il espérait pouvoir s'étendre plus longuement sur le sujet à une date ultérieure. Est-il en mesure de le faire aujourd'hui?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement se propose d'envoyer en Inde, au cours de la présente année civile, environ un million de tonnes d'aliments sous forme principalement de blé et de farine, pour une valeur approximative de 15 millions de dollars, pendant le premier trimestre, et de 56 millions de dollars pour le reste de l'année.

On a également l'intention de fournir—grâce au programme d'aide de base et à l'augmentation progressive annoncée dans le discours du trône—une aide considérable à d'autres pays en voie de développement qui passent par des périodes de famine, comme le Pakistan, mentionné l'autre jour par le député de Medicine-Hat, et le Ghana, qui a un besoin urgent d'aide. Le gouvernement se propose d'accroître d'environ 75 millions de dollars son programme global d'aide à l'alimentation pour la prochaine année financière.